

**Quatrième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination**

14 octobre 2010  
Français  
Original: anglais

Genève, 22 et 23 novembre 2010  
Point 10 de l'ordre du jour provisoire  
Examen de l'état et du fonctionnement du Protocole

**Rapport sur l'assistance aux victimes**

**Soumis par la Coordinatrice<sup>1</sup> pour l'assistance aux victimes au titre du Protocole V annexé à la Convention**

1. Depuis l'entrée en vigueur du Protocole V, les Hautes Parties contractantes à cet instrument ont réalisés d'importants travaux sur la question de l'assistance aux victimes. Elles ont en particulier adopté le Plan d'action et communiqué le questionnaire aux Hautes Parties contractantes et aux observateurs (jointes sous la forme d'annexes).
2. La Réunion des experts au titre du Protocole V, tenue du 21 au 23 avril 2010, a été une bonne occasion pour faire mieux comprendre la question de l'assistance aux victimes et examiner la mise en œuvre du paragraphe 2 de l'article 8 et du Plan d'action sur le terrain. Les Hautes Parties contractantes ont pu prendre connaissance des données d'expérience présentées par un groupe d'experts de la participation à la vie sociale et économique, considérée comme une composante essentielle de l'assistance aux victimes. Des experts ont aussi parlé des expériences nationales des pays ci-après: Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Géorgie, Pérou, République démocratique populaire lao, Sénégal et Thaïlande.
3. Les séances portant sur l'assistance aux victimes tenues lors de la Réunion d'experts ont mis en évidence un vaste intérêt et un degré élevé d'engagement des Hautes Parties contractantes, des observateurs et de la société civile; des intervenants ont fait état de sérieux engagements pris par les pays touchés et des États donateurs pour faire face aux souffrances humaines causées par les REG. La Coordinatrice s'est par ailleurs félicitée des contributions faites par des États qui, bien que n'étant pas touchés par le problème des REG dans les territoires sous leur contrôle, ont fait part des efforts faits à l'échelle nationale pour appliquer le Plan d'action, notamment en donnant plus largement des détails sur leurs plans nationaux concernant les droits des personnes handicapées.

<sup>1</sup> En application de la décision pertinente prise par la troisième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre, figurant à l'alinéa b du paragraphe 54 de son document final (CCW/P.V/CONF/2009/9), la coordination des débats relatifs à l'assistance aux victimes, conformément au paragraphe 2 de l'article 8 du Protocole, a été assurée par M<sup>me</sup> Stephanie Karner (Autriche), secondée par M<sup>me</sup> Danijela Žunec Brandt (Croatie), collaboratrice de la Coordinatrice.

4. Le groupe d'experts comptait parmi ses membres M. Firoz Ali Alizada, de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, lui-même rescapé de l'explosion de REG; M<sup>me</sup> Shukuko Koyama, de l'Organisation internationale du Travail; M<sup>me</sup> Anesa Kundurovic, Ministre des affaires étrangères de la Bosnie-Herzégovine et M. Christian Courtis, du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Les exposés présentés ont porté sur la création d'emplois dans les sociétés sortant d'un conflit, les personnes handicapées dans la population active et les obstacles qu'elles rencontrent, le soutien par les pairs et la réinsertion sociale par le biais d'activités et de projets récréatifs.

5. Tant les experts que les participants aux discussions qui ont suivi ont souligné la nécessité de tenir des consultations étroites avec les victimes et d'associer les familles et les communautés touchées à l'assistance aux victimes. Conformément à l'Action n° 1 du Plan d'action sur l'assistance aux victimes, il a été souligné que des services devraient être fournis de façon adaptée à l'âge et au sexe, et compte tenu des besoins spéciaux des groupes vulnérables.

6. En outre, des exposés ont mis l'accent sur la nécessité d'une méthode fondée sur les droits et souligné qu'il fallait garantir une synergie entre les efforts déployés au titre du Protocole V et ceux déployés au titre d'instruments connexes, tels que la Convention relative aux droits des personnes handicapées. À cet égard, de nombreux intervenants ont souligné les bénéfices que pourraient apporter une coopération et une coordination plus étroites entre ceux qui mènent des activités au titre du Protocole II modifié et ceux qui en mènent au titre du Protocole V, étant donné que les deux instruments traitaient de dispositifs explosifs et de leurs effets. C'est ce qui est également ressorti d'une séance conjointe consacrée à l'assistance aux victimes, coprésidée par la Coordinatrice et par le Coordonnateur pour les dispositifs explosifs improvisés nommé au titre du Protocole II modifié.

7. L'engagement des Hautes Parties contractantes en matière d'assistance aux victimes s'est également manifesté par un nombre record de questionnaires qui avaient été retournés après avoir été remplis. L'utilité du questionnaire a été reconnue pour donner des informations à la fois sur les difficultés rencontrées par les Hautes Parties contractantes et sur les efforts nationaux entrepris pour y faire face. La Réunion d'experts a également entendu un exposé présenté par la collaboratrice de la Coordinatrice concernant le bien-fondé du questionnaire pour établir une banque commune de connaissances et l'expérience nationale de la Croatie en tant que pays touché en matière de collecte de données pertinentes. En général, les Hautes Parties contractantes souhaitaient que les questionnaires soumis soient rendus accessibles au public.

8. Au cours de la Réunion et lors des consultations connexes, la Coordinatrice a recensé les tendances ci-après qui pourraient servir à guider et orienter les futurs travaux concernant l'assistance aux victimes au titre du Protocole V:

a) Les efforts des Hautes Parties contractantes devraient répondre aux besoins sur le terrain des victimes de l'explosion de REG. La collecte de données pertinentes et fiables, conformément à l'Action n° 2 du Plan d'action, est considérée comme une condition préalable à cet égard. En outre, la participation active d'experts compétents et de rescapés de l'explosion de restes explosifs de guerre à la Réunion d'experts a été essentielle pour veiller à ce que les discussions concernant l'assistance aux victimes soient axées sur les besoins des victimes sur le terrain;

b) L'assistance aux victimes n'est pas seulement une approche fondée sur les droits; l'autonomisation des victimes devrait être reconnue comme un investissement utile dans les communautés et les sociétés au sens large. Il faudrait assurer la durabilité des services offerts aux victimes de REG, notamment en les intégrant dans les stratégies existantes en matière de soins de santé, d'invalidité, ou de lutte contre la pauvreté;

c) Le principe de non-discrimination devant être reconnu, les travaux à mener au titre du Protocole V devraient être définis et rationalisés en fonction des efforts entrepris dans d'autres instances pertinentes. À cet égard, le Protocole V et le Protocole II modifiés pourraient bénéficier d'échanges mutuels étant donné qu'ils portent tous les deux sur les victimes de dispositifs explosifs.

9. Ayant à l'esprit les discussions fructueuses et les travaux entrepris au titre du Protocole V durant l'année, ainsi que dans le cadre du mandat des coordonnateurs précédents, la Coordinatrice recommande à la quatrième Conférence des Hautes Parties Contractantes au Protocole V de prendre les décisions ci-après:

a) Continuer à examiner la question de l'assistance aux victimes dans le cadre des réunions d'experts et des Conférences des Hautes Parties contractantes au Protocole V et consacrer un temps suffisant à l'examen de cette question importante;

b) Demander que le Coordonnateur fasse rapport chaque année à la Conférence des Hautes Parties contractantes sur l'état de l'application du paragraphe 2 de l'article 8 du Protocole et du Plan d'action;

c) Modifier le masque de saisie élaboré au titre du Protocole V pour y inclure les notifications sur l'application du paragraphe 2 de l'article 8 du Protocole et du Plan d'action, tout en évitant d'imposer une charge de travail excessive en matière de notification;

d) Créer sur le site Web existant du Protocole V une rubrique concernant l'assistance aux victimes, qui contiendra des déclarations, des exposés et des questionnaires;

e) Demander que la Réunion d'experts examine l'intérêt que présente le Plan d'action pour la communauté au sens large des entités concernées par la Convention sur certaines armes classiques.

10. La Coordinatrice profite de l'occasion pour remercier sa collaboratrice, M<sup>me</sup> Danijela Žunec Brandt (Croatie) pour son aide précieuse.

11. La Coordinatrice profite aussi de l'occasion pour remercier le Comité directeur du Programme de parrainage au titre de la Convention sur certaines armes classiques ainsi que tous ceux qui contribuent au Programme pour permettre la tenue de discussions éclairées sur l'assistance aux victimes.

12. Enfin, la Coordinatrice remercie toutes les délégations, tous les observateurs, toutes les organisations internationales, toutes les organisations non gouvernementales et, surtout, les rescapés de l'explosion de REG, pour leur précieux appui et leur contribution active à la réalisation de progrès dans le cadre de ces importants travaux menés au titre du Protocole V.

---